

**CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
2018-2020**

Entre :

- le **MINISTERE DES SPORTS**
représenté par la directrice des sports, Madame Laurence LEFEVRE
désigné ci-dessous par le ministère

et

- la **FEDERATION FRANÇAISE DE TENNIS DE TABLE**
représentée par son président, Monsieur Christian PALIERNE
désignée ci-dessous par la fédération,
Numéro de Siret : 77569164500052

PREAMBULE

Considérant que le ou les projet(s) initié(s) et conçu(s) par l'association est conforme à son objet statutaire et à ses missions.

Considérant que le ministère des sports est chargé de mettre en œuvre les politiques publiques du sport visant à développer le sport pour le plus grand nombre, à renforcer la prévention des discriminations dans le sport, à garantir la prévention de la santé par le sport et la protection des sportifs, à promouvoir l'éthique et l'intégrité dans le sport, à promouvoir les métiers du sport et soutenir le sport de haut-niveau et la haute performance.

Considérant que l'objectif de soutien du sport de haut niveau et de la haute performance n'est pas traité dans le cadre de cette convention, qu'il pourra néanmoins y être adjoint par voie d'avenant au plus tôt en 2019.

Considérant que le ou les projet(s) ci-après présenté(s) par l'association participe de cette politique.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

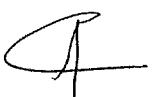
Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule le ou les projet(s) suivant(s):

Projet 1 : « Le développement de la pratique pongiste : pour un héritage 2024 à la hauteur des enjeux »

- Ping Santé
- Développer la pratique pongiste en milieu scolaire
- Le club "Ping 2024"
- Relations internationales

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique jusqu'au 31 décembre 2020.



ARTICLE 3 - CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

Le coût total estimé éligible du ou des projet(s) sur la durée de la convention est évalué à 1 131 000 euros, conformément au(x) budget(s) prévisionnel(s) joint (s).

Les coûts éligibles du ou des projet(s) sont fixés en annexe; ils prennent en compte toutes les dépenses et recettes affectées au(x) projet(s).

Lors de la mise en œuvre du ou des projet(s), l'association peut procéder à une adaptation de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du ou des projet(s) et qu'elle ne soit pas substantielle [option : n'excède pas X%] au regard du coût total estimé éligible visé ci-dessus.

L'association s'engage à mettre en place un outil de suivi analytique lui permettant d'enregistrer les dépenses et recettes directes et indirectes de l'action. Cet outil de suivi analytique permettra de rendre compte à tout moment de l'utilisation de la subvention du ministère.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Au titre de l'année 2018, le ministère alloue à l'association une contribution financière de **270 000** euros.

Pour les années suivantes, les montants prévisionnels de la contribution financière du ministère s'établissent à :

- Pour l'année 2019 : **270 000 €** (euros) soit 72 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles,
- Pour l'année 2020 : **270 000 €** (euros) soit 72 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles.

Ces crédits sont strictement affectés conformément à l'annexe 4.

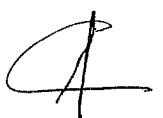
Les montants prévisionnels des années 2019 et 2020 sont applicables sous réserve de l'inscription des autorisations budgétaires en loi de finances, du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1, 7 et 8 de la présente convention, sans préjudice de l'application des articles 10 et 11 ainsi que du respect de toutes nouvelles modalités pour le soutien au financement des fédérations sportives.

ARTICLE 5- MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

La première année, le ministère verse la totalité de la contribution à la notification de la convention.

Pour les deuxième, et troisième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle, sous réserve de l'inscription des autorisations budgétaires en loi de finances, est versée selon les modalités suivantes :

- une avance avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de l'administration conformément à l'article 11, dans la limite de 50% du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 4 pour cette même année ;
- le solde annuel sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 4 ;
- en cas de non réalisation des projets dans le délai, le ministère se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention à l'association ;
- l'association s'engage à notifier au ministère tout retard pris dans la mise en œuvre du ou des projets, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.



La subvention est imputée sur les crédits du programme ministériel Sports, article 02 action 1, 3 et/ou 4 de la LOLF.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à la FFT au compte *Crédit agricole*
Code établissement : *18206* Code guichet : *00069*
Numéro de compte : *65024531540* Clé RIB : *08*

L'ordonnateur de la dépense est le ministère des sports.

Le comptable assignataire est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès de la ministre des sports pour l'État.

ARTICLE 6 - REVERSEMENT

Il est interdit de reverser, sous forme de subvention, tout ou partie du présent financement à un tiers (personne moral ou physique). Il n'y a pas reversement lorsque l'association rémunère un organisme tiers pour des prestations qu'elle souhaite mettre en œuvre dans le cadre du ou des projet(s) financé(s).

ARTICLE 7 - JUSTIFICATIFS

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice, soit avant le 30 juin de chaque année, les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du ou des projet(s) comprenant les éléments mentionnés à l'annexe 1 et définis d'un commun accord entre le ministère et la fédération. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel.

- Le rapport d'activité,

- L'alimentation du dossier annuel de la fédération sur le Portail des Fédérations Sportives (et l'actualisation, en tant que de besoin, des documents de référence)

ARTICLE 8 - AUTRES ENGAGEMENTS

L'association communique sans délai au ministère :

- copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, ou informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- procès-verbal présenté à l'assemblée générale annuelle ;
- copie des comptes des filiales éventuelles de la fédération ;

- règlement financier adopté par l'instance dirigeante de la fédération, ainsi que toute modification à ce règlement ;
- copie des contrats et conventions d'un montant supérieur à 150.000 euros susceptibles de générer des variations dans l'évolution des dépenses et des recettes du budget fédéral ;
- tout autre document ou pré-requis.

L'association s'engage à utiliser, conformément à la charte graphique, le logo du ministère des sports dans tous les documents de communication produits dans le cadre de la convention.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le ministère sans délai.

ARTICLE 9 - SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et de retard des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit du ministère, celui-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant.

A défaut de production des justificatifs prévus à l'article 7 de la présente convention, le Ministère émettra un ordre de remboursement de la totalité du montant de la contribution financière versée et la présente convention sera résiliée de plein droit dans les conditions prévues à l'article 13.

ARTICLE 10 - ÉVALUATION

Le ministère procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du ou des projets auquel il a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1 et sur l'impact du ou des projets au regard de l'intérêt général et des orientations précisées en préambule de la présente convention.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle CPO sera subordonnée à l'établissement de cette évaluation.

ARTICLE 11 - CONTROLES DE L'ADMINISTRATION

Le ministère contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du ou des projet(s).

Le ministère peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur pièces et sur place peut être réalisé par le ministère, ou par un prestataire mandaté par elle, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 10 ou dans le cadre du contrôle financier annuel.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 12 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le ministère et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse¹.

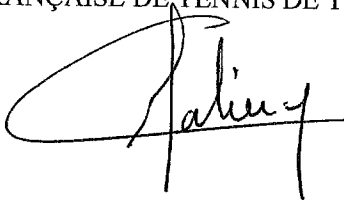
ARTICLE 14 - REGLEMENT DES CONFLITS

Tout litige résultant de la présente convention, ou à l'occasion de l'interprétation de ses dispositions, fera l'objet d'une recherche de conciliation.

En cas de désaccord persistant, le tribunal administratif de Paris sera saisi.

Le 31 JUIL. 2018

LE PRÉSIDENT DE LA FEDERATION
FRANÇAISE DE TENNIS DE TABLE



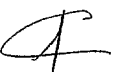
LA DIRECTRICE DES SPORTS

La directrice des sports

Laurence LEFEVRE

~~VISE LE DANS CHORUS PAR LE
CONTROLEUR BUDGETAIRE ET
COMPTABLE MINISTERIEL
N° EJ~~

¹ La résiliation du contrat pour motif d'intérêt général ouvrant par ailleurs droit à indemnité est un principe général de droit des contrats administratifs. Il fait l'objet d'une jurisprudence constante : Conseil d'Etat du 2 mai 1958, affaire commune de Magnac-Laval. Elle s'applique d'office sans qu'il y ait lieu de la mentionner.

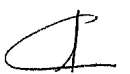



ANNEXE 4

Subventions attribuées par projet et par action sur 3 années. Aucune fongibilité entre action ne sera possible.

Les indicateurs rattachés aux actions retenues pourront être revus lors de l'évaluation annuelle du projet.

Projet 1 « Le développement de la pratique pongiste : pour un héritage 2024 à la hauteur des enjeux »	
Ping Sant	170 000€
Développer la pratique pongiste en milieu scolaire	260 000 €
Le club "Ping 2024"	335 000 €
Relations internationales	45 000 €
Somme totale	810 000€



**CREDIT AGRICOLE
DE PARIS ET D'ILE-DE-FRANCE**

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE - IBAN

	Banque	Guichet	Numéro de compte	Clé
RIB FRANCE	18206	00069	65024531540	08
IBAN ETRANGER	FR76 1820 6000 6965 0245 3154 008			BIC AGRIFRPP882

Domiciliation

KREMLIN BICETRE (00069)

Tél : 0145210944

Nom et adresse du titulaire

ASSOC. FEDERATION FRANCAISE DE
TENNIS DE TABLE

3 RUE DIEUDONNE COSTES

75013 PARIS

FILVERT :

INTERNET :
www.ca-paris.fr *

INTERNET MOBILE :
m.ca-paris.fr *

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit
Siège social : 26 quai de la Rapée
75012 Paris - 775 665 615 RCS PARIS - code APE 6419 Z
Société de courtage d'assurances, immatriculée sous le n° 07 008 015 au Registre de l'ORIAS (Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurances)

* Frais de communication facturés par votre opérateur télécom

**CREDIT AGRICOLE
DE PARIS ET D'ILE-DE-FRANCE**

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE - IBAN

	Banque	Guichet	Numéro de compte	Clé
RIB FRANCE	18206	00069	65024531540	08
IBAN ETRANGER	FR76 1820 6000 6965 0245 3154 008			BIC AGRIFRPP882

Domiciliation

KREMLIN BICETRE (00069)

Tél : 0145210944

Nom et adresse du titulaire

ASSOC. FEDERATION FRANCAISE DE
TENNIS DE TABLE

3 RUE DIEUDONNE COSTES

75013 PARIS

FILVERT :

INTERNET :
www.ca-paris.fr *

INTERNET MOBILE :
m.ca-paris.fr *

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit
Siège social : 26 quai de la Rapée
75012 Paris - 775 665 615 RCS PARIS - code APE 6419 Z
Société de courtage d'assurances, immatriculée sous le n° 07 008 015 au Registre de l'ORIAS (Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurances)

* Frais de communication facturés par votre opérateur télécom